

BIJLAGE 2 : model van de activiteitenverslagen van de diensten voor sociale insluiting

De kwalitatieve en kwantitatieve activiteitenverslagen van de dienst voor sociale insluiting bevatten hoe dan ook de volgende gegevens :

1. Een historiek van de plaats waar de dienst is opgericht en de redenen van de oprichting;
2. Het doelpubliek;
3. Het personeel aangesteld voor het project (aantal en functie);
4. De nagestreefde specifieke doelstellingen;
5. De samenwerkingsverbanden/partnerschappen;
6. De resultaten en opmerkingen (kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie);
 - synthese van de ploegvergaderingen, collectieve evaluaties en individuele opvolgingen;
 - statistieken over het aantal stagiairs, hun leeftijd, geslacht, nationaliteit, burgerlijke stand, type inkomens en de voornaamste tegengekomen problemen;
7. De perspectieven;
8. Het financieel verslag.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1362

[C — 2004/27034]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, notamment les articles 11 à 14, 16, 18 et 27;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 octobre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 12 novembre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1^o décret : le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;
- 2^o Ministre : le Ministre ayant l'Aide sociale dans ses attributions;
- 3^o administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;
- 4^o partenaires : les signataires de la charte visée par les articles 11, § 1^{er}, 6^o, et 12, § 1^{er}, 6^o, du décret;
- 5^o coordinateur : le coordinateur visé aux articles 11, § 1^{er}, 5^o, et 12, § 1^{er}, 5^o, du décret.
- 6^o dispositif d'urgence sociale : le système d'intervention vingt-quatre heures sur vingt-quatre activé :
 - a) pour les relais sociaux urbains situés dans un arrondissement administratif comptant une ville de plus de 150 000 habitants, par le CPAS de ladite ville;
 - b) pour les autres relais sociaux urbains, par le CPAS de la ville ou commune comptant plus de 50 000 habitants ou son délégué.

CHAPITRE II. — *De la charte*

Art. 3. Les principes de base de la charte que tout relais social et ses partenaires s'engagent, dans la limite de leurs missions, compétences et moyens, à appliquer sont les suivants :

- 1^o respecter la dignité des personnes en situation de grande précarité sociale en leur garantissant une aide matérielle, physique et psychosociale;
- 2^o accueillir, écouter, orienter et accompagner les personnes visées au 1^o sans discrimination;
- 3^o informer les personnes visées au 1^o sur les services susceptibles de leur venir en aide;
- 4^o favoriser la participation des personnes visées au 1^o à l'élaboration et à la réalisation des actions développées dans le cadre du relais social;

5° disposer des compétences professionnelles de nature à assurer aux personnes visées au 1° une réponse adaptée à leurs besoins et à leurs souhaits;

6° garantir, dans le respect du secret professionnel, la confidentialité des données relatives aux personnes visées au 1° en veillant à ce qu'elles ne soient utilisées et conservées qu'avec leur accord et à des fins strictement professionnelles;

7° se concerter de manière régulière entre partenaires du relais social;

8° participer à l'évaluation continue du dispositif.

CHAPITRE III. — *Des règles de fonctionnement des relais sociaux*

Art. 4. En application de l'article 11, § 2, et de l'article 12, § 2, du décret, et sans préjudice des dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, tout relais social urbain et tout relais social intercommunal constitué sous la forme d'une association telle que visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 précitée doit, pour être reconnu, répondre aux conditions suivantes :

1° en ce qui concerne l'assemblée générale, prévoir au minimum :

a) qu'elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'un cinquième au moins des membres associés en fait la demande;

b) que le président est tenu d'inscrire à l'ordre du jour tout point dont l'examen est demandé, au moins vingt jours avant la date de l'assemblée générale, par un membre associé;

c) que chaque membre associé dispose d'un voix;

d) qu'une majorité des deux tiers est requise pour toute modification des statuts ou l'admission de nouveaux membres non visés par l'article 11, § 1^{er}, 2°, ou par l'article 12, § 1^{er}, 2°, du décret;

2° en ce qui concerne le conseil d'administration, prévoir au minimum qu'il se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'un tiers au moins des administrateurs en fait la demande;

3° en ce qui concerne le comité de pilotage, prévoir au minimum :

a) que, outre la Région wallonne, il est constitué paritairement d'acteurs publics et d'acteurs privés. En vue de garantir le respect de l'article 125 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, la Région wallonne assure la majorité publique;

b) que toute décision est prise à la majorité des voix tant des représentants des acteurs publics que des représentants des acteurs privés;

c) que ses membres sont désignés par le conseil d'administration;

d) qu'il est présidé alternativement, une année sur deux, par un représentant des membres publics et par un représentant des membres privés;

e) que son règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration;

f) qu'il se réunit au moins six fois par an;

4° organiser au moins deux fois par an une réunion du comité de concertation. Ledit comité est présidé par le coordinateur.

Art. 5. L'article 4, 4°, est applicable aux relais sociaux intercommunaux constitués sous la forme d'une association sans but lucratif.

CHAPITRE IV. — *Du coordinateur*

Art. 6. § 1^{er}. Sous réserve du § 2, le coordinateur du relais social est licencié dans le domaine des sciences humaines ou sociales, tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

Il possède en outre, à la date de son engagement, une expérience utile de cinq années minimum.

§ 2. Le Ministre peut déroger à l'obligation visée au § 1^{er}, 1^{er} alinéa, pour toute personne justifiant d'une expérience utile de dix années minimum en matière d'action sociale, de gestion d'équipe et de coordination de projets.

Art. 7. Le coordinateur suit une formation liée aux fonctions qu'il exerce dans le relais social avec un minimum de trente heures par an.

CHAPITRE V. — *Du processus d'évaluation*

Art. 8. § 1^{er}. L'évaluation des activités et du fonctionnement du relais social est réalisée par le coordinateur et/ou toute personne mandatée par le comité de pilotage qui, à cette fin :

1° vérifient l'adéquation entre les objectifs assignés au relais social, les besoins des bénéficiaires et les services proposés par les partenaires du relais social;

2° recueillent les demandes de formation du personnel des partenaires du relais social et organise les programmes de formation;

3° constituent un outil d'analyse de la manière dont les phénomènes d'exclusion sont pris en charge par les membres du relais social et informe le Forum wallon de l'insertion sociale des constats réalisés;

4° créent un espace d'expression collective pour les bénéficiaires afin de leur permettre de participer au processus d'évaluation;

5° informent le comité de concertation de l'état d'avancement du dispositif et recueille ses avis et propositions quant à l'évolution de celui-ci.

§ 2. Tous les cinq ans au minimum, une évaluation des activités et du fonctionnement du relais social est en outre réalisée par une personne extérieure au relais social et désignée par le conseil d'administration, sur proposition du comité de pilotage.

Cette évaluation a pour objectif de vérifier l'adéquation entre les objectifs assignés au relais social, les besoins des bénéficiaires et les services proposés par les partenaires du relais social.

CHAPITRE VI. — *Du retrait de la reconnaissance*

Art. 9. Lorsque le Ministre a l'intention de retirer la reconnaissance d'un relais social, il en informe, par lettre recommandée à la poste, le président.

La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

Une copie en est adressée au coordinateur.

Le relais social dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition pour transmettre ses observations écrites au Ministre.

L'audition du président, des vice-présidents et du coordinateur est opérée dans le mois qui suit la réception des observations visées au 4^e alinéa ou la date d'échéance du délai visé à ce même alinéa.

Art. 10. Le recours contre une décision de retrait de reconnaissance est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans le mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le Gouvernement statue dans les trois mois de l'envoi recommandé visé au 1^{er} alinéa.

La décision du Gouvernement est notifiée par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE VII. — *Du bénévolat*

Art. 11. Le coordinateur :

1° organise, préalablement à l'engagement de tout collaborateur bénévole, un entretien avec celui-ci afin de prendre connaissance de son parcours professionnel et individuel;

2° établit, avec tout collaborateur bénévole, un contrat précisant les droits et devoirs des parties signataires.

Le contrat contient des dispositions relatives notamment aux modalités d'assurance, au public visé, aux horaires de travail et au règlement d'ordre intérieur;

3° réalise une évaluation annuelle du collaborateur bénévole.

CHAPITRE VIII. — *Des subventions*

Section 1^{re}. — Des subventions pour frais de personnel

Art. 12. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au relais social reconnu une subvention destinée à couvrir le salaire brut ainsi que les charges sociales patronales et autres avantages plafonnés à 54 % dudit salaire du coordinateur.

Les dépenses de personnel visées à l'alinéa 1^{er} ne sont prises en compte que dans la mesure où elles n'excèdent pas les échelles barémiques des pouvoirs locaux correspondant au grade de premier attaché.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement peut allouer au relais social reconnu, après avis du comité de pilotage et sur base d'une demande motivée du conseil d'administration, une subvention destinée à couvrir le salaire brut ainsi que les charges sociales patronales et autres avantages plafonnés à 54 % dudit salaire d'une ou plusieurs personnes chargées de la coordination des projets visés à l'article 19 et de leur articulation avec les partenaires de terrain et les différents organes du relais social. Cette subvention est déduite de la subvention visée à ce même article 19.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} disposent d'une expérience utile en matière d'insertion sociale de cinq années minimum.

Les dépenses de personnel visées à l'alinéa 1^{er} ne sont prises en compte que dans la mesure où elles n'excèdent pas les échelles barémiques des pouvoirs locaux correspondant au grade d'attaché.

§ 3. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au relais social reconnu une subvention destinée à couvrir le salaire brut ainsi que les charges sociales patronales et autres avantages plafonnés à 54 % dudit salaire d'un agent administratif à mi-temps.

Après avis du comité de pilotage et sur base d'une demande motivée du conseil d'administration, cette subvention peut couvrir le salaire brut ainsi que les charges sociales patronales et autres avantages plafonnés à 54 % dudit salaire d'un agent administratif à temps plein. La part de la subvention qui excède le mi-temps est déduite de la subvention visée à l'article 19.

Les dépenses de personnel visées à l'alinéa 1^{er} ne sont prises en compte que dans la mesure où elles n'excèdent pas les échelles barémiques des pouvoirs locaux correspondant, d'une part, au titre ou diplôme dont dispose l'agent administratif et, d'autre part, au maximum au grade de gradué.

Art. 13. § 1^{er}. Sont admissibles au titre de frais de personnel les dépenses relatives au personnel statutaire ou engagé sous contrat de travail.

§ 2. Pour la liquidation des subventions en matière de personnel, sont assimilés à des frais de personnel le coût des mises à disposition de personnel au profit du relais social dans le cadre d'une convention prévoyant un remboursement.

Art. 14. Les années d'expérience professionnelle prises en compte pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire du personnel du relais social sont calculées conformément aux principes généraux de la fonction publique locale applicable au personnel de l'association régie par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ou, s'il s'agit d'un relais social constitué en association sans but lucratif, conformément aux règles établies par la commission paritaire dont relève le personnel de l'association.

Art. 15. Pour les subventions qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Section 2. — Des subventions pour frais de fonctionnement

Art. 16. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à tout relais social reconnu une subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement, fixée au maximum à :

1° 60.000 euros pour les relais sociaux urbains situés dans un arrondissement administratif comptant une ville de plus de 150 000 habitants;

2° 40.000 euros pour les autres relais sociaux urbains.

3° 25.000 euros pour les relais sociaux intercommunaux.

Art. 17. Les frais de l'évaluation visée à l'article 8 et des formations visées à l'article 16, § 1^{er}, 3°, et § 2, 3°, du décret sont comptabilisés dans les frais de fonctionnement.

Art. 18. Pour les subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section 3. — Des subventions pour développement de projets

Art. 19. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à tout relais social reconnu une subvention destinée à couvrir les frais relatifs au développement de projets élaborés par les membres du relais social, fixée au maximum à :

1° 1.225.000 euros pour les relais sociaux urbains situés dans un arrondissement administratif comptant une ville de plus de 150 000 habitants;

2° 250.000 euros pour les autres relais sociaux urbains;

3° 100.000 euros pour les relais sociaux intercommunaux.

Dans les limites des crédits budgétaires, et sur base d'une note circonstanciée établissant l'existence de besoins sociaux à rencontrer dans l'arrondissement concerné, le Gouvernement peut porter le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, à un maximum de :

1° 375.000 euros pour l'année suivant l'année de reconnaissance du relais social urbain;

2° 500.000 euros pour la deuxième année suivant l'année de reconnaissance du relais social urbain;

3° 600.000 euros à partir de la troisième année suivant la reconnaissance du relais social urbain.

§ 2. Pour les relais sociaux urbains, les projets concernent :

1° les activités que les partenaires du relais social offrent aux bénéficiaires pendant la journée;

2° les activités que les partenaires du relais social offrent aux bénéficiaires pendant la soirée et la nuit;

3° les activités proposées par des travailleurs spécialisés et visant à établir des contacts et à écouter, orienter, accompagner et suivre les personnes se retrouvant à la rue;

4° les actions facilitant le passage des situations de crise à un processus d'insertion sociale;

5° l'organisation d'un dispositif d'urgence sociale.

Pour les relais sociaux intercommunaux, les projets concernent la mise en réseau des acteurs sociaux existants et de projets collectifs relatifs aux spécificités des réalités sociales locales.

§ 3. Les projets sont élaborés au sein du comité de pilotage de manière collective et consensuelle dans le but d'introduire une plus-value dans la gestion des difficultés relatives à l'exclusion sociale. Ils sont approuvés par le conseil d'administration après avis du comité de pilotage.

Tout partenaire du relais social peut soumettre au comité de pilotage un projet avant le trente novembre de l'année précédant l'année de subventionnement.

Les projets subventionnés font l'objet d'une convention entre le partenaire et l'association constitutive du relais social.

§ 4. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à tout relais social urbain reconnu disposant d'une coordination spécifique des associations d'aide aux personnes qui se prostituent et situé dans un arrondissement administratif comptant une ville de plus de 150 000 habitants une subvention destinée à couvrir les frais relatifs à cette coordination, fixée forfaitairement à 100.000 euros au maximum.

Art. 20. Pour les subvention destinées à couvrir les développements de projets prévues à l'article 19, § 1^{er} et § 2, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section 4. — Des conditions et des modalités d'octroi des subventions

Art. 21. Les subventions sont accordées par le Gouvernement, par année civile, à tout relais social reconnu qui remplit les obligations suivantes :

1° ne pas recevoir des subventions pour les travailleurs professionnels employés ou pour les frais de fonctionnement, si elles font double emploi;

2° se conformer au plan comptable applicable, selon la forme juridique du relais social, aux associations régies par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ou aux associations sans but lucratif;

3° se soumettre à la vérification par l'administration de la conformité des activités et de la comptabilité aux conditions émises à l'octroi des subventions.

L'octroi des subventions est subordonné à l'établissement par le relais social d'un budget prévisionnel indiquant les différentes charges pour la période pour laquelle les subventions sont demandées. La demande de subventionnement, accompagné du budget prévisionnel, est envoyé à l'administration pour le 31 décembre de l'année précédant l'année pour laquelle les subventions sont demandées.

Art. 22. § 1^{er}. Il est accordé au relais social reconnu, dans le courant du premier trimestre de l'année, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant des subventions accordées l'année précédente.

Pour obtenir le paiement de cette avance, le relais social en fait la demande en renvoyant à l'administration un formulaire établi par celle-ci.

Le solde est liquidé avant le 1^{er} juin de l'année suivante, sur présentation des justificatifs des dépenses avant le 1^{er} avril de cette même année.

§ 2. Pendant la première période de subventionnement, il est accordé, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant des subventions calculées conformément aux sections 1^{re}, 2 et 3 du présent chapitre. Le budget prévisionnel est envoyé à l'administration dans les trente jours de la reconnaissance du relais social.

CHAPITRE IX. — Des rapports d'activités

Art. 23. Les rapports d'activités visés à l'article 18, 1° et 2°, du décret sont conformes aux modèles fixés en annexe.

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2004.

Art. 25. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe

Modèle des rapports d'activités des relais sociaux

CHAPITRE I^{er}. — *Rapport d'activités qualitatif*

A. Il convient de fournir, de manière circonstanciée, une analyse des problèmes traités, un aperçu des méthodes suivies en fonction de ces problèmes et des objectifs posés, et une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact, et ce dans les domaines suivants :

- URGENCE SOCIALE (organisation de la réponse à l'urgence sociale, actions entreprises, résultats obtenus, difficultés rencontrées et propositions de solutions);
- ACCUEIL DE JOUR (description des services impliqués, partenariats établis, actions particulières et collectives entreprises, résultats obtenus, difficultés rencontrées et propositions de solutions);
- ACCUEIL DE NUIT (description des services impliqués, partenariats établis, actions particulières et collectives entreprises, résultats obtenus, difficultés rencontrées et propositions de solutions);
- TRAVAIL DE RUE (description des services impliqués, partenariats établis, actions particulières et collectives entreprises, résultats obtenus, difficultés rencontrées et propositions de solutions).

B. Il convient, en outre, de fournir un descriptif de l'évaluation visée à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux.

CHAPITRE II. — *Rapport d'activités quantitatif*

A. Données relatives, en équivalent temps plein, au personnel en fonction, au 31 décembre de l'année (N) :

	Cadre	Travailleur social	Personnel administratif ou autre	TOTAL
URGENCE SOCIALE				
ACCUEIL DE JOUR				
ACCUEIL DE NUIT				
TRAVAIL DE RUE				

B. Données relatives aux personnes aidées :

	HOMMES						FEMMES					
	- 25 ans	de 25 à 50 ans	+ 50 ans	Isolés	Isolés avec enfant(s)	Autres	- 25 ans	De 25 à 50 ans	+ 50 ans	Isolés	Isolés avec enfant(s)	Autres
URGENCE SOCIALE												
ACCUEIL DE JOUR												
ACCUEIL DE NUIT												
TRAVAIL DE RUE												

C. Données relatives aux principaux problèmes exprimés lors de la demande d'aide :

	Difficultés dans le domaine du logement	Difficultés financières	Difficultés d'ordre administratif	Difficultés d'ordre psycho-social (e.a. dépendances)	Difficultés d'ordre familial	Autres
URGENCE SOCIALE						
ACCUEIL DE JOUR						
ACCUEIL DE NUIT						
TRAVAIL DE RUE						

D. Réponses apportées aux difficultés :

- orientation partenaire (CPAS, ville, hôpitaux, A.S.B.L., autres);
- accompagnement social individuel;
- activités de type collectif;
- insertion socio-professionnelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 1362

[C — 2004/27034]

29 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, inzonderheid op de artikelen 11 tot 14, 16, 18 en 27;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 september 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 oktober 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 12 november 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 januari 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting;

2° Minister : de Minister van Sociale Actie;

3° bestuur : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° partners : de ondertekenaars van het handvest bedoeld in de artikelen 11, § 1, 6°, en 12, § 1, 6°, van het decreet;

5° coördinator : de coördinator bedoeld in de artikelen 11, § 1, 5°, en 12, § 1, 5°, van het decreet;

6° voorziening voor dringende maatschappelijke dienstverlening : het dag- en nachtinterventiesysteem dat :

a) voor de stedelijke sociale contactpunten in een administratief arrondissement met een stad van meer dan 150.000 inwoners geactiveerd wordt door het ocmw van bedoelde stad;

b) voor de andere stedelijke sociale contactpunten geactiveerd wordt door het ocmw van de stad of de gemeente van meer dan 50.000 inwoners of door de afgevaardigde ervan.

HOOFDSTUK II. — *Handvest*

Art. 3. Elk sociaal contactpunt en de partners ervan verbinden zich ertoe binnen de perken van hun opdrachten, bevoegdheden en middelen de volgende basisprincipes van het handvest toe te passen :

1° respect tonen voor de waardigheid van de personen die in een toestand van grote sociale onzekerheid verkeren en hen materiële, fysieke en psychosociale hulp waarborgen;

2° oor hebben voor de personen bedoeld in 1° en ze zonder discriminatie opvangen, oriënteren en begeleiden;

3° de in 1° bedoelde personen informatie verstrekken over de diensten die hen hulp kunnen verlenen;

4° de in 1° bedoelde personen aanzetten tot het uitwerken en uitvoeren van de acties die in het kader van het sociaal contactpunt ontwikkeld worden;

5° beschikken over de beroepsbevoegdheden om gepast in te spelen op de behoeften en wensen van de personen bedoeld in 1°;

6° het vertrouwelijke karakter van de gegevens betreffende de in 1° bedoelde personen in acht nemen in het kader van het beroepsgeheim door ervoor te zorgen dat bedoelde gegevens enkel met hun toestemming en voor beroepsdoeleinden gebruikt en bewaard worden;

7° regelmatig overleg plegen tussen partners van het sociaal contactpunt;

8° meewerken aan de bestendige evaluatie van het systeem.

HOOFDSTUK III. — *Werkingsregels van de sociale contactpunten*

Art. 4. Overeenkomstig artikel 11, § 2, en artikel 12, § 2, van het decreet en onverminderd de bepalingen van de wet van 18 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden elk stedelijk sociaal contactpunt en elk intercommunale sociaal contactpunt die opgericht worden in de vorm van een vereniging zoals bedoeld in hoofdstuk XII van bovenbedoelde wet van 8 juli 1976 pas erkend als ze voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° wat de algemene vergadering betreft :

- a) ze komt minstens één keer per jaar bijeen en op elk verzoek van minstens één vijfde van de geassocieerde leden;
- b) de voorzitter plaatst minstens 20 dagen vóór de datum van de algemene vergadering elk punt op de agenda waarvan de behandeling door een geassocieerd lid wordt gevraagd;
- c) elk geassocieerd lid beschikt over één stem;
- d) een tweederde meerderheid wordt vereist voor elke wijziging van de statuten of voor de toetreding van nieuwe leden die niet bedoeld worden in artikel 11, § 1, 2°, of in artikel 12, § 1, 2°, van het decreet;

2° wat de raad van bestuur betreft : hij vergadert minstens twee keer per jaar en op elk verzoek van minstens één derde van de bestuurders;

3° wat het sturingscomité betreft :

- a) het is bovenop het Waalse Gewest paritair samengesteld uit actoren van de openbare en de privé sector. Het Waalse Gewest waarborgt de meerderheidsparticipatie van de openbare sector overeenkomstig artikel 125 van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
 - b) elke beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen zowel van de vertegenwoordigers van de openbare actoren als van die van de privé actoren;
 - c) de leden ervan worden door de raad van bestuur aangewezen;
 - d) het wordt om het andere jaar beurtelings voorgezeten door een vertegenwoordiger van de openbare actoren en door een vertegenwoordiger van de privé actoren;
 - e) het huishoudelijk reglement ervan behoeft de goedkeuring van de raad van bestuur;
 - f) het vergadert minstens zes keer per jaar;
- 4° minstens twee keer per jaar een vergadering van het overlegcomité organiseren. Dat comité wordt door de coördinator voorgezeten.

Art. 5. Artikel 4, 4°, is van toepassing op de intercommunale sociale contactpunten die in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk zijn opgericht.

HOOFDSTUK IV. — *Coördinator*

Art. 6. § 1. Onverminderd § 2 is de coördinator van het sociaal contactpunt licentiaat in de menselijke of sociale wetenschappen zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden.

Hij heeft bovendien minstens 5 jaar nuttige ervaring op de datum van zijn indienstneming.

§ 2. De Minister kan een afwijking van de in § 1, eerste lid, bedoelde verplichting toestaan aan elke persoon die minimum 10 jaar nuttige ervaring heeft inzake sociale actie, ploegbeheer en coördinatie van projecten.

Art. 7. De coördinator volgt minimum 30 uren per jaar opleiding i.v.m. de functies die hij in het sociaal contactpunt uitoefent.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatieproces*

Art. 8. § 1. De activiteiten en de werking van het sociaal contactpunt worden geëvalueerd door de coördinator en/of door elke door het sturingscomité gemachtigde persoon die daartoe :

- 1° nagaan of er overeenstemming is tussen de aan het sociaal contactpunt opgelegde doelstellingen, de behoeften van de gerechtigden en de door de partners van het sociaal contactpunt voorgestelde diensten;
- 2° de aanvragen om opleiding van het personeel van de partners van het sociaal contactpunt inzamelen en de opleidingsprogramma's organiseren;
- 3° een systeem op touw zetten voor de analyse van de wijze waarop de uitsluitingsverschijnselen beheerd worden door de leden van het sociaal contactpunt en het Waals forum voor sociale insluiting kennis geven van de verrichte vaststellingen;
- 4° een platform voor groepsexpressie creëren opdat de gerechtigden aan het evaluatieproces zouden kunnen deelnemen;
- 5° het overlegcomité informeren over de stand van vordering van de voorziening en adviezen en voorstellen i.v.m. de desbetreffende evaluatie inzamelen.

§ 2. De activiteiten en de werking van het sociaal contactpunt worden minstens om de vijf jaar geëvalueerd door een persoon die niets te maken heeft met het sociaal contactpunt en die op voorstel van het sturingscomité wordt aangewezen door de raad van bestuur.

Die evaluatie dient om na te gaan of er overeenstemming is tussen de aan het sociaal contactpunt opgelegde doelstellingen, de behoeften van de gerechtigden en de door de partners van het sociaal contactpunt voorgestelde diensten.

HOOFDSTUK VI. — *Intrekking van de erkenning*

Art. 9. Als de Minister van plan is de erkenning van een sociaal contactpunt in te trekken, geeft hij de voorzitter kennis daarvan bij per post aangetekend schrijven. Het voorstel tot intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gerechtvaardigd wordt.

Een afschrift daarvan wordt aan de coördinator gericht.

Het sociaal contactpunt beschikt na ontvangst van het voorstel over dertig dagen om zijn geschreven opmerkingen aan de Minister te richten.

De voorzitter, de ondervoorzitters en de coördinator worden gehoord binnen de maand na ontvangst van de opmerkingen bedoeld in het vierde lid of na de datum waarop de in hetzelfde lid bedoelde termijn verstrijkt.

Art. 10. Het beroep tegen een besluit tot intrekking van een erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven bij de Minister ingediend binnen de maand na de kennisgeving van het betwiste besluit.

De Regering beslist binnen drie maanden na de toezending van het aangetekend schrijven bedoeld in het eerste lid.

Het besluit van de Regering wordt bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld.

HOOFDSTUK VII. — *Vrijwilligerswerk*

Art. 11. De coördinator :

1° organiseert vóór elke indienstneming van een vrijwillige medewerker een onderhoud om kennis te nemen van het individueel en professioneel parcours van betrokkene;

2° stelt met elke vrijwillige medewerker een contract op waarin de rechten en plichten van de ondertekenende partijen vermeld worden;

3° verricht jaarlijks een evaluatie van de vrijwillige medewerker.

HOOFDSTUK VII. — *Subsidies*

Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten

Art. 12. § 1. De Regering verleent binnen de perken van de begrotingskredieten aan het erkende sociaal contactpunt een subsidie ter dekking van het brutoloon alsook van de werkgeversbijdragen en andere voordelen tot maximum 54 % van het loon van de coördinator.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste lid worden slechts in aanmerking genomen als ze niet hoger zijn dan de weddenshalen van de plaatselijke besturen in de graad van eerste attaché.

§ 2. De Regering kan binnen de perken van de begrotingskredieten, na advies van het sturingscomité en op gemotiveerd verzoek van de raad van bestuur een subsidie aan het erkende sociaal contactpunt verlenen ter dekking van het brutoloon alsook van de werkgeversbijdragen en andere voordelen tot maximum 54 % van het loon van één of meer personen belast met de coördinatie van de projecten bedoeld in artikel 19 en met de koppeling daarvan met de terreinpartners en met de verschillende organen van het sociaal contactpunt. Die subsidie wordt in mindering gebracht van de subsidie bedoeld in artikel 19.

De personen bedoeld in het eerste lid hebben minimum vijf jaar nuttige ervaring inzake sociale insluiting.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste lid worden slechts in aanmerking genomen als ze niet hoger zijn dan de weddeschalen van de plaatselijke besturen in de graad van attaché.

§ 3. De Regering verleent binnen de perken van de begrotingskredieten aan het erkende sociaal contactpunt een subsidie ter dekking van het brutoloon alsook van de werkgeversbijdragen en andere voordelen tot maximum 54 % van het loon van een halftijdse bestuursambtenaar.

Na advies van het sturingscomité en op gemotiveerd verzoek van de raad van bestuur kan de subsidie het brutoloon dekken alsook de werkgeversbijdragen en andere voordelen tot maximum 54 % van het loon van een voltijdse bestuursambtenaar. Het gedeelte van de subsidie boven het halftijdse loon wordt in mindering gebracht van de subsidie bedoeld in artikel 19.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste lid worden slechts in aanmerking genomen als ze niet hoger zijn dan de weddeschalen van de plaatselijke besturen overeenstemmend, enerzijds, met de titel of het getuigschrift waarvan de bestuursambtenaar houder is, en, anderzijds, hoogstens met de graad van gegradueerde.

Art. 13. § 1. De uitgaven voor statutair personeel of voor personeel in dienst genomen middels een arbeidscontract worden als personeelskosten in aanmerking genomen.

§ 2. Bij de betaling van de personeelssubsidies worden de kosten voor de terbeschikkingstelling van personeel ten gunste van een sociaal contactpunt in het kader van een overeenkomst die in een terugbetaling voorziet, met personeelskosten gelijkgesteld.

Art. 14. De jaren beroepservaring die in aanmerking genomen worden voor de vastlegging van de geldelijke anciënniteit van het personeel van het sociaal contactpunt worden berekend overeenkomstig de algemene beginselen van het plaatselijke openbaar ambt die van toepassing zijn op het personeel van de vereniging vallende onder hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de ocmw's of, als het gaat om een sociaal contactpunt in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de regels bepaald door de paritaire commissie waaronder het personeel van de vereniging ressorteert.

Art. 15. De subsidies die bezoldigingen of daarmee gelijkgestelde kosten vormen vallen onder de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 16. De Regering verleent binnen de perken van de begrotingskredieten aan elk erkend sociaal contactpunt een subsidie ter dekking van de werkingskosten tot maximum :

1° 60.000 euro voor de sociale contactpunten gevestigd in een administratief arrondissement met een stad van meer dan 150 000 inwoners;

2° 40.000 euro voor de andere stedelijke sociale contactpunten;

3° 25.000 euro voor de intercommunale sociale contactpunten.

Art. 17. De kosten voor de evaluatie bedoeld in artikel 8 en voor de opleidingen bedoeld in artikel 16, § 1, 3°, en § 2, 3°, van het decreet worden bij de werkingskosten geboekt.

Art. 18. De subsidies ter dekking van de werkingskosten vallen onder de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Afdeling 3. — Subsidies voor de ontwikkeling van projecten

Art. 19. § 1. De Regering verleent binnen de perken van de begrotingskredieten aan elk erkend sociaal contactpunt een subsidie ter dekking van de kosten betreffende de ontwikkeling van projecten uitgewerkt door de leden van het sociaal contactpunt, tot maximum :

1° 1.225.000 euro voor de sociale contactpunten gevestigd in een administratief arrondissement met een stad van meer dan 150 000 inwoners;

2° 250.000 euro voor de andere stedelijke sociale contactpunten;

3° 100.000 euro voor de intercommunale sociale contactpunten.

Binnen de perken van de begrotingskredieten en op basis van een omstandige nota ter bevestiging van sociale behoeften in bedoeld arrondissement kan de Regering het bedrag waarvan sprake in het eerste lid, 2°, verhogen tot maximum :

1° 375.000 euro voor het jaar na het jaar van de erkenning van het stedelijk sociaal contactpunt;

2° 500.000 euro voor het tweede jaar na het jaar van de erkenning van het stedelijk sociaal contactpunt;

3° 600.000 euro voor het tweede jaar na het jaar van de erkenning van het stedelijk sociaal contactpunt.

§ 2. Voor de stedelijke contactpunten hebben de projecten betrekking op :

1° de activiteiten die de partners van het sociaal contactpunt de gerechtigden overdag bieden;

2° de activiteiten die de partners van het sociaal contactpunt de gerechtigden 's avonds en 's nachts bieden;

3° door gespecialiseerde werkers voorgestelde activiteiten, meer bepaald contact leggen met dakloze personen, naar hen luisteren, ze oriënteren, begeleiden en volgen;

4° acties voor een vlottere overgang van crisistoestanden naar een sociaal insluitingsproces;

5° de organisatie van een voorziening inzake sociale insluiting.

Voor de intercommunale sociale contactpunten beogen de projecten het in netwerk brengen van de bestaande sociale actoren en van collectieve projecten betreffende de specificiteiten van de plaatselijke sociale realiteiten.

§ 3. De projecten worden collectief en consensueel uitgewerkt binnen het sturingscomité om een meerwaarde in te voeren in het beheer van de moeilijkheden inzake sociale insluiting. Ze worden na advies van het sturingscomité door de raad van bestuur goedgekeurd.

Elke partner van het sociaal contactpunt kan uiterlijk dertig november van het jaar voorafgaand aan het subsidiëeringsjaar een project voorleggen aan het sturingscomité.

De gesubsidieerde projecten zijn het voorwerp van een overeenkomst tussen de partner en de vereniging die het sociaal contactpunt vormt.

§ 4. De Regering verleent binnen de perken van de begrotingskredieten een forfaitaire subsidie van maximum 100.000 euro ter dekking van de coördinatiekosten aan elk erkend stedelijk sociaal contactpunt dat beschikt over een specifieke coördinatie van de verenigingen voor hulpverlening aan personen die zich prostitueren en dat gevestigd is in een arrondissement met een stad van meer dan 150 000 inwoners.

Art. 20. De subsidies ter dekking van de projectontwikkelingen bedoeld in artikel 19, § 1 en § 2, vallen onder de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Afdeling 4. — Voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van subsidies

Art. 21. De subsidies worden per kalenderjaar door de Regering verleend aan elk erkend sociaal contactpunt dat de volgende verplichtingen nakomt :

1° niet in aanmerking komen voor subsidies voor tewerkgestelde professionele werknemers of voor werkingskosten als ze elkaar overlappen;

2° zich houden aan het boekhoudplan dat al naar gelang de rechtsvorm van het sociaal contactpunt toepasselijk is op de verenigingen vallende onder hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 houdende organisatie van de ocmw's of op de verenigingen zonder winstoogmerk;

3° de administratie laten nagaan of de activiteiten en de boekhouding voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies.

De subsidies worden toegekend op grond van een door het sociaal contactpunt opgestelde voorbegroting die de verschillende lasten vermeldt voor de periode waarvoor de subsidies worden aangevraagd.

Art. 22. § 1. Het sociaal contactpunt ontvangt in de loop van het eerste kwartaal van het jaar een jaarlijks voorschot gelijk aan 85% van het bedrag van de subsidies die voor het vorige jaar zijn toegekend.

Het sociaal contactpunt verzoekt om de betaling van dat voorschot d.m.v. een formulier dat ze aan de administratie richt. Dat formulier wordt door de administratie opgesteld.

Het saldo wordt vóór 1 juni van het volgende jaar betaald voor zover de bewijsstukken van de uitgaven vóór 1 april van hetzelfde jaar worden overgelegd.

§ 2. Tijdens de eerste subsidiëriingsperiode wordt een jaarlijks voorschot toegekend dat gelijk is aan 85% van het bedrag van de subsidies berekend overeenkomstig de afdelingen 1, 2 en 3 van dit hoofdstuk. De voorbegroting wordt binnen dertig dagen na de erkenning van het sociaal contactpunt naar de administratie gestuurd.

HOOFDSTUK IX. — *Activiteitenverslagen*

Art. 23. De activiteitenverslagen bedoeld in artikel 18, 1° en 2°, van het decreet zijn conform de modellen die in bijlage gaan.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2004.

Art. 25. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage

MODEL VAN DE ACTIVITEITENVERSLAGEN VAN DE SOCIALE CONTACTPUNTEN

HOOFDSTUK I. — *Kwalitatief activiteitenverslag*

- A. Een analyse van de behandelde problemen, een overzicht van de methodes die toegepast werden naar gelang van de problemen en doelstellingen en een evaluatie van die methodes wat betreft hun efficiëntie en weerslag worden vereist in de volgende domeinen :
- sociale urgentie (organisatie van het inspelen op de sociale urgentie, gevoerde acties, behaalde resultaten, ondervonden moeilijkheden en voorstellen van oplossingen);
 - dagopvang (omschrijving van de betrokken diensten, tot stand gebrachte partnerschappen, bijzondere acties en collectieve ondernemingen, behaalde resultaten, ondervonden moeilijkheden en voorstellen van oplossingen);
 - nachtopvang (omschrijving van de betrokken diensten, tot stand gebrachte partnerschappen, bijzondere acties en collectieve ondernemingen, behaalde resultaten, ondervonden moeilijkheden en voorstellen van oplossingen);
 - straatwerk (omschrijving van de betrokken diensten, tot stand gebrachte partnerschappen, bijzondere acties en collectieve ondernemingen, behaalde resultaten, ondervonden moeilijkheden en voorstellen van oplossingen).
- B. Er dient bovendien een overzicht te worden gegeven van de evaluatie bedoeld in artikel 8, § 1, van het besluit betreffende de erkenning en de subsidiëring van sociale contactpunten.
- C. In voltijds equivalent uitgedrukte gegevens betreffende het personeel in functie op 31 december van het jaar (N) :

	Personeels- formatie	Maatschappelijk werker	Administratief personeel of ander	TOTAAL
SOCIALE URGENTIE				
DAGOPVANG				
NACHTOPVANG				
STRAATWERK				

D. Gegevens betreffende de geholpen personen :

	MANNEN					VROUWEN						
	- 25 jaar	van 25 tot 50 jaar	+ 50 jaar	Alleenstaanden	Alleenstaanden met kind(er)(en)	Anderen	- 25 jaar	Van 25 tot 50 jaar	+ 50 jaar	Alleenstaanden	Alleenstaanden met kind(er)(en)	Anderen
SOCIALE URGENTIE												
DAGOPVANG												
NACHTOPVANG												
STRAATWERK												

E. Gegevens betreffende de voornaamste problemen vermeld in het verzoek om hulpverlening :

	Moelijkheden inzake huisvesting	Financiële moeilijkheden	Moelijkheden van administratieve aard	Moelijkheden van psycho-sociale aard (o.a. verslavingen)	Moelijkheden van familiale aard	Anderen
SOCIALE URGENTIE						
DAGOPVANG						
NACHTOPVANG						
STRAATWERK						

F. Oplossingen voor de moeilijkheden :

- oriëntatie in partnerschap (O.C.M.W., stad, ziekenhuizen, v.z.w., andere);
- individuele sociale begeleiding;
- gemeenschappelijke activiteiten;
- maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE